



## TUNISIE : LE CAE PRÉSENTE SON "PLAN DINAR"

A l'occasion d'une table ronde organisée par le Conseil d'Analyse Economique (CAE), l'Arab Financial Consultants (AFC) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'agence de coopération internationale allemande pour le développement, le professeur Moez Labidi, membre du CAE, a présenté les propositions du conseil pour contrecarrer les pressions baissières sur la monnaie nationale, un "plan dinar" pour intervenir sur trois niveaux, la réglementation de change, la politique de change et la balance des paiement.

La présentation a débuté par un passage en revue des principales causes qui ont conduit au glissement continu du dinar depuis plusieurs années, outre la détérioration des fondamentaux, le professeur souligne une composante spéculative, la situation du secteur minier, qualifiée de "drame" par d'autres intervenants lors de la table ronde, et la déficience dans la maîtrise des circuits de distribution, qui ont aggravé la situation, au côté d'autres éléments, comme l'instabilité réglementaire. La monnaie nationale subit le déficit grandissant de la balance commerciale, devant le poids des importations incompressibles, mais aussi les dérives spéculatives sur le marché.

Moez Labidi, a ensuite présenté le mode opératoire préconisé par le CAE pour soutenir le dinar, à commencer par des mesures d'assouplissement, à l'image de la possibilité pour les résidents d'ouvrir des comptes en devises, mesure que la BCT étudie actuellement.

L'amnistie de change fait aussi partie des recommandations du CAE, quoiqu'elle ne génère pas de flux, et ses bienfaits se limitent à un effet stock. Les dispositions existant actuellement devraient être revues, indique toutefois Labidi, l'article concernant l'amnistie de change n'étant pas bien calibré, selon lui. L'amnistie de change a par ailleurs une portée très limitée dans un contexte marqué par l'instabilité, a-t-il ajouté.

Moez Labidi a également évoqué la gestion des réserves de change, qui sont passées de 147 jours à 85 jours d'importation entre 2010 et 2018. Les stocks devises sont très sensibles à la demande de deux ou trois opérateurs publics, comme la STIR ou la STEG, etc. une plateforme pour les échanges entre opérateurs publics et privés pourrait aider à une meilleure circulation des devises et contribuer à réduire les chocs.

Le "plan dinar" suppose, d'autre part, plus de fermeté dans la protection des unités de productions du bassin minier, appelé "bijou national" par Moez Labidi, et d'aller plus loin dans le volet de l'énergie renouvelable, qui permettra, avec le développement du transport publics, de réduire les importations de véhicules, de combustibles et des pièces de rechange, le nombre de véhicules par ménage est une aberration selon l'économiste, même comparé à des pays plus développés.

Enfin, Moez Labidi, appelle à la modernisation de la gestion de la trésorerie, notamment dans la gestion des risques de changes au sein de plusieurs entreprises publiques.

Concernant la convertibilité totale du dinar, le professeur à l'Université de Mahdia, fait remarquer le coût social très élevé d'une telle démarche, et les tensions qui en découleraient du fait de la montée, en conséquence, de l'inflation.

**Source : Tustex**